

Initiatives ministérielles

dans ce projet après avoir érigé en vertu la non-intervention quand il s'agissait d'aider les chômeurs ou d'accélérer la reprise.

Cette colère risque au contraire de rapprocher les citoyens, qu'ils soient de droite ou de gauche, parce que le chômage et l'incertitude frappent sans tenir compte des étiquettes.

Je trouve que cet éditorial représente assez bien l'état d'esprit des gens qui participaient à cette manifestation. Combien de fois, nous de l'opposition, le chef de l'opposition, avons demandé au gouvernement de présenter un projet d'infrastructures. On répond à cela qu'ils ne peuvent intervenir, qu'ils n'ont pas l'argent nécessaire. Mais lorsqu'il s'agit d'intervenir pour écraser les chômeurs, on a pu constater, aujourd'hui, l'insensibilité du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, lorsqu'on lui a posé la question, à savoir combien a coûté l'embauche de 100 enquêteurs supplémentaires en 1992. Il a répondu: Je ne sais pas, ce n'est pas important. Ce qui importe, selon lui, c'est que l'embauche de ces enquêteurs additionnels a fait épargner 200 millions de dollars au système d'assurance-chômage. Il n'y a pas de visage humain derrière ces 200 millions; on ne s'est pas préoccupé du côté humain. Et c'est là que le gouvernement a toujours négligé de prioriser la personne avant tout.

[Traduction]

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, inutile de dire que je me lève pour m'opposer au projet de loi C-98. Je me lève aussi pour m'opposer à ce gouvernement qui n'a pas su s'acquitter efficacement de sa responsabilité première, celle de gérer de façon responsable les recettes fiscales de la nation. Ce projet de loi est un constat d'échec.

Le déficit de cette année est supérieur de plus de 7 milliards à ce qu'on avait prévu. Les prévisions pour l'an prochain fixent le déficit à 32,6 milliards, ce qui est deux fois le montant prévu l'an dernier. Si l'on regarde les paiements d'intérêts, on constate qu'au cours des deux prochaines années c'est 40 milliards qu'il faudra pour le seul service de la dette.

Cela me paraît bien une preuve d'échec. Le gouvernement est fauché. Il est sans le sou. Il doit se représenter devant la Chambre pour faire approuver une demande d'emprunt supplémentaire, afin de pouvoir continuer à fonctionner inefficacement.

Essentiellement, on nous demande de signer un chèque sans provision. Les députés de ce côté-ci ont du mal à accepter cela. Le fait que le gouvernement ait dû revenir

devant la Chambre pour faire prolonger son pouvoir d'emprunt est une admission d'échec après neuf ans de pouvoir.

En fait, on peut même remonter plus loin que cela. Il ne faut pas tout mettre sur le dos de ce gouvernement. Lorsqu'il a pris le pouvoir, en 1984, il a hérité d'un déficit qui augmentait de façon incontrôlée en raison de la mauvaise gestion du précédent gouvernement libéral. Il avait fait monter la dette accumulée à quelque 179 milliards depuis 1979-1980.

Au lieu de ramener la dette à un niveau tolérable, le gouvernement l'a laissée augmenter et elle est aujourd'hui passée de 179 milliards à plus de 400 milliards; elle a donc plus que doublée. C'est vraiment une preuve d'échec.

Je me souviens que lorsque le premier ministre a été élu, il y a neuf ans, il a dit dans son premier discours à la Chambre des communes: «Donnez-nous 20 ans au pouvoir et vous allez avoir un pays transformé.» Nous n'avons eu que neuf ans de pouvoir conservateur, mais nous ne reconnaissons déjà plus le Canada que nous avons aujourd'hui, comparé à ce qu'il était lorsque ce gouvernement est arrivé.

Neuf ans de mauvaise gestion financière, neuf ans de mauvaises priorités, neuf ans d'échecs économiques. La population canadienne est lasse d'être entraînée sur de mauvaises pistes par un gouvernement qui se prétend un bon gestionnaire de l'économie.

Le gouvernement ne fait que nous léguer un échec. Il a continué de suivre la règle divine de la gestion de l'offre ou la théorie de la percolation. Ainsi, si le gouvernement assouplit sa politique fiscale au profit des plus hauts échelons de la société, des riches et des grosses sociétés, s'il relâche les cordons de la bourse et leur permet de garder une plus grande partie de leurs recettes, en réduisant leur structure fiscale, ils pourront devenir économiquement prospères et entraîneront le reste de la population. Or, cette théorie de la percolation n'a pas fonctionné.

Je pense me faire le porte-parole de tous les Canadiens lorsque je dis qu'ils en ont assez de la percolation et en ont marre des orientations de ce gouvernement. Ils en ont assez de la politique économique à la Reagan que le gouvernement canadien pratique depuis neuf ans. Qu'on jette un coup d'oeil sur nos voisins du sud. Le vent politique a changé. M. Clinton a parfaitement bien reconnu qu'il fallait modifier considérablement la politique